

N°/Nr. Zone		Dotation pour encourager certaines initiatives Dotatie Stimulering van bepaalde initiatieven
5909	As/Genk/Opglabbeek/Zutendaal/Houthalen-Helchteren/Bocholt/Bree/ Kinrooi/Meeuwen-Gruitrode/	€ 149 751,49
5910	Hoegaarden/Tienen/Landen/Linter/Zoutleeuw	€ 46 912,61
5911	Deinze/Zulte/Lovendegem/Nevele/Waarschoot/Zomergem	€ 45 035,62
	Totaal/Total	€ 8 187 288,87

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 20 décembre 2019 portant attribution pour l'année 2019 d'une dotation destinée à encourager certaines initiatives dans les zones de police.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
P. DE CREM

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 20 december 2019 houdende de toekenning van een federale dotatie voor het jaar 2019 om bepaalde initiatieven in politiezones te stimuleren.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
P. DE CREM

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2019/42991]

20 DECEMBRE 2019. — Arrêté royal portant attribution à la commune ou à la zone de police pluricommunale d'une dotation fédérale relative aux coûts pour l'année 2019 engendrés par la mise en œuvre de l'accord sectoriel du 13 septembre 2018

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à Votre signature concerne l'attribution d'une dotation à la commune ou à la zone de police pluricommunale afin d'intervenir dans les coûts engendrés pour la police locale durant l'année 2019 suite à la mise en œuvre de l'accord sectoriel conclu le 13 septembre 2018 et qui vise une simplification du système de prime, ainsi que quelques corrections barémiques sur la base d'une comparaison avec des fonctions similaires et qui ont entre-temps évolué au sein de la fonction publique fédérale.

La première mesure qui fait suite à l'accord sectoriel est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2019 et concerne l'augmentation des échelles de traitement B4 et B5.

Lors du processus décisionnel relatif à l'accord sectoriel en 2018, sous le Gouvernement Michel I^{er}, il a été convenu que les autorités fédérales limiteraient l'impact budgétaire entraîné par la mise en œuvre de l'accord sur les zones de police locale, en accordant à ces dernières, sous la forme d'une dotation, les recettes fiscales et sociales supplémentaires au niveau fédéral liées aux augmentations salariales prévues par l'accord sectoriel au sein de la police locale.

Dans ce contexte, les recettes supplémentaires concernées ont fait l'objet d'estimations en 2018 et un crédit a encore été prévu, sous le Gouvernement Michel I^{er}, lors de l'établissement du budget de l'année 2019, conformément à l'estimation des recettes supplémentaires au niveau fédéral pour l'année 2019, à savoir 4.500.000,00 EUR.

La démission du Gouvernement Michel I^{er} en décembre 2018 et le fait que le budget général des dépenses n'ait pas été adopté par le Parlement pour l'année budgétaire 2019, ont néanmoins contrecarré la mise en œuvre de cette décision en 2019.

Le gouvernement actuel ne peut exercer ses pleins pouvoirs et doit se limiter aux "affaires courantes". En ce qui concerne le budget pour l'année 2019, la loi de Finances du 21 décembre 2018 pour l'année budgétaire 2019, a été adoptée et octroie des crédits provisoires sur la base du dernier budget approuvé, à savoir celui de 2018.

L'impact précis de ces faits sur l'octroi d'une dotation dans le cadre de l'accord sectoriel, comme convenu en 2018, n'a été constaté que durant l'année budgétaire 2019, en d'autres termes à un moment où le budget des zones de police est en pleine exécution.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2019/42991]

20 DECEMBER 2019. — Koninklijk besluit houdende de toekenning aan de gemeente of aan de meergemeentepolitiezone van een federale dotatie inzake de kosten voor het jaar 2019 ten gevolge van de implementatie van het sectoraal akkoord van 13 september 2018

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb te Uwer ondertekening voor te leggen, betreft de toekenning van een dotatie aan de gemeente of aan de meergemeentepolitiezone om tussen te komen in de kosten voor de lokale politie gedurende het jaar 2019 ten gevolge van de implementatie van het sectoraal akkoord dat op 13 september 2018 werd afgesloten en dat een vereenvoudiging van het premiestelsel beoogt, evenals enkele specifieke baremacorrecties op basis van een toetsing met vergelijkbare en intussen geëvolueerde functies binnen het federale openbare ambt.

De eerste maatregel als gevolg van het sectoraal akkoord is in werking getreden op 1 juli 2019 en betreft de verhoging van de loonschalen B4 en B5.

Bij de besluitvorming inzake het sectoraal akkoord in 2018, onder de Regering Michel I, werd afgesproken dat de federale overheid de budgettaire impact die de implementatie van het akkoord met zich meebrengt voor de lokale politiezones, zou beperken door de fiscale en sociale meerontvangsten op het federale niveau ten gevolge van de loonsverhogingen bij de lokale politie voorzien in het sectorale akkoord, onder de vorm van een dotatie toe te kennen aan de politiezones.

In het licht hiervan werden in 2018 ramingen gemaakt van de desbetreffende meerontvangsten en werd nog onder Regering Michel I een krediet voorzien bij de opmaak van de begroting van het jaar 2019 overeenkomstig de raming van de meerontvangsten op federaal niveau voor het jaar 2019, met name 4.500.000,00 EUR.

Het ontslag van de Regering Michel I in december 2018 en het feit dat de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2019 niet werd aangenomen in het Parlement, doorkruisten echter de uitvoering van deze besluitvorming in 2019.

De huidige regering kan niet haar volle bevoegdheid uitoefenen en moet zich beperken tot de "lopende zaken". Wat de begroting voor het jaar 2019 betreft, werd de financiewet van 21 december 2018 voor het begrotingsjaar 2019 aangenomen die voorlopige kredieten toekent, gebaseerd op de laatst goedgekeurde begroting, zijnde 2018.

De precieze impact van deze feiten op het toekennen van een dotatie in het kader van het sectoraal akkoord, zoals afgesproken in 2018, werd pas duidelijk in de loop van het begrotingsjaar 2019, met andere woorden op een moment dat de begroting van de politiezones in volle uitvoering is.

Le non-octroi d'une dotation pour l'année 2019, malgré les accords conclus à ce sujet en 2018, mettrait dès lors en péril l'équilibre budgétaire des zones de police. Afin d'éviter de compromettre ainsi le fonctionnement des zones de police, un montant total de 4.500.000,00 EUR sera encore mis à la disposition de la police locale pour l'année 2019.

La décision d'octroyer cette dotation aux zones de police locale porte uniquement sur l'année budgétaire 2019.

Le montant total alloué pour l'année 2019 est réparti proportionnellement entre les 185 zones de police à concurrence du nombre de membres du personnel relevant, par zone de police, des échelles de traitement B4 et B5 à la date du 30 juin 2019.

Les données chiffrées utilisées pour cette répartition proviennent du Secrétariat de la police intégrée, structuré à deux niveaux (SSGPI), et elles ont été confirmées par les zones de police.

Les montants de la dotation ici concernée pour l'année 2019 sont mentionnés en annexe.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
P. DE CREM

20 DECEMBRE 2019. — Arrêté royal portant attribution à la commune ou à la zone de police pluricommunale d'une dotation fédérale relative aux coûts pour l'année 2019 engendrés par la mise en œuvre de l'accord sectoriel du 13 septembre 2018

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, les articles 41*bis* et 41*ter*;

Vu la loi de finances du 21 décembre 2018 pour l'année budgétaire 2019 ;

Vu la loi du 1^{er} mars 2019 portant ajustement de la loi de finances du 21 décembre 2018 pour l'année budgétaire 2019 ;

Vu la loi du 27 mars 2019 ouvrant des crédits provisoires pour les mois d'avril, mai, juin et juillet 2019 ;

Vu l'arrêté royal du 17 février 2019 portant répartition partielle, pour ce qui concerne les dédommagements et des frais de justice, du crédit provisionnel inscrit au programme 06-90-1 de la loi de finances pour l'année budgétaire 2019 et destiné à couvrir des frais de justice et de dédommagements, arriérés de primes de développement des compétences, cybersécurité, investissements en Défense et autres dépenses diverses ;

Vu l'arrêté royal du 26 avril 2019 portant répartition partielle, pour ce qui concerne des dédommagements et des frais de justice, du crédit provisionnel inscrit au programme 06-90-1 de la loi du 27 mars 2019 ouvrant des crédits provisoires pour les mois d'avril, mai, juin et juillet 2019 et destiné à couvrir des frais de justice et de dédommagements, arriérés de primes de développement des compétences, cybersécurité, investissements en Défense et autres dépenses diverses ;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 2019 modifiant la position juridique pécuniaire du personnel des services de police ;

Vu le protocole de négociation n° 432/1 du comité de négociation pour les services de police, conclu le 13 septembre 2018 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur général des Finances, donné le 7 octobre 2019 ;

Sur la proposition du Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'année 2019, et dans la limite du crédit disponible de 4.500.000,00 EUR, une dotation fédérale est attribuée, suivant le cas, à la commune ou à la zone de police pluricommunale, dans le cadre des coûts engendrés par la mise en œuvre de l'accord sectoriel durant l'année 2019, telle que fixée par l'annexe au présent arrêté.

Het niet toekennen van een dotatie voor het jaar 2019, ondanks de afspraken hieromtrent in 2018, zou bijgevolg het budgettaire evenwicht van de politiezones in gevaar brengen. Om te vermijden dat hierdoor de werking van de politiezones in het gedrang komt, wordt voor het jaar 2019 alsnog een totaalbedrag van 4.500.000,00 EUR ter beschikking gesteld aan de lokale politie.

De beslissing om deze dotatie toe te kennen aan de lokale politiezones, heeft enkel betrekking op het begrotingsjaar 2019.

Het totaalbedrag dat wordt toegekend voor het jaar 2019, wordt verhoudingsgewijs verdeeld onder de 185 politiezones op basis van het aantal personeelsleden die op datum van 30 juni 2019 per politiezone onder de loonschalen B4 en B5 vallen.

De cijfergegevens die voor deze verdeling werden gebruikt, zijn afkomstig van het Secretariaat van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus (SSGPI) en werden ter bevestiging voorgelegd aan de politiezones.

De bedragen van de desbetreffende dotatie voor het jaar 2019 worden vermeld in bijlage.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
P. DE CREM

20 DECEMBER 2019. — Koninklijk besluit houdende de toekenning aan de gemeente of aan de meergemeentepolitieszone van een federale dotatie inzake de kosten voor het jaar 2019 ten gevolge van de implementatie van het sectoraal akkoord van 13 september 2018

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, de artikelen 41*bis* en 41*ter*;

Gelet op de financiewet van 21 december 2018 voor het begrotingsjaar 2019;

Gelet op de wet van 1 maart 2019 houdende aanpassing van de financiewet van 21 december 2018 voor het begrotingsjaar 2019;

Gelet op de wet van 27 maart 2019 tot opening van voorlopige kredieten voor de maanden april, mei, juni en juli 2019;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 februari 2019 houdende gedeeltelijke verdeling, betreffende schadevergoedingen en gerechtskosten van het provisioneel krediet ingeschreven in het programma 06-90-1 van de financiewet voor het begrotingsjaar 2019 en bestemd tot het dekken van gerechtskosten en schadevergoedingen, achterstallige premies voor competentieontwikkeling, cybersecurity, investeringen in Defensie en andere diverse uitgaven;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 april 2019 houdende gedeeltelijke verdeling, betreffende schadevergoedingen en gerechtskosten van het provisioneel krediet ingeschreven in het programma 06-90-1 van de wet van 27 maart 2019 tot opening van voorlopige kredieten voor de maanden april, mei, juni en juli 2019 en bestemd tot het dekken van gerechtskosten en schadevergoedingen, achterstallige premies voor competentieontwikkeling, cybersecurity, investeringen in Defensie en andere diverse uitgaven;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juni 2019 tot wijziging van de geldelijke rechtspositie van het personeel van de politiediensten;

Gelet op het protocol van onderhandelingen nr 432/1 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten, gesloten op 13 september 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur-generaal van Financiën, gegeven op 7 oktober 2019;

Op de voordracht van de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor het jaar 2019 wordt, binnen het beschikbare krediet van 4.500.000,00 EUR, een federale dotatie toegekend aan, naargelang het geval, de gemeente of de meergemeentepolitieszone in het kader van de kosten ten gevolge van de implementatie van het sectoraal akkoord gedurende het jaar 2019, zoals vastgesteld in de bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Les dépenses établies par le présent arrêté sont portées en compte à la section 17 Police fédérale et Fonctionnement intégré du budget général des dépenses pour l'année 2019, Programme 90-1, Allocation de base 11 43.51.12.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2019.

Art. 4. Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
P. DE CREM

Art. 2. De door dit besluit vastgestelde uitgaven worden aangerekend op de sectie 17 Federale Politie en Geïntegreerde Werking van de algemene uitgavenbegroting voor het jaar 2019, Programma 90-1, Basisallocatie 11 43.51.12.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2019.

Art. 4. De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 december 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
P. DE CREM

ANNEXE à l'arrêté royal du 20 décembre 2019 portant attribution à la commune ou à la zone de police pluricommunale d'une dotation fédérale relative aux coûts pour l'année 2019 engendrés par la mise en œuvre de l'accord sectoriel du 13 septembre 2018.

BIJLAGE bij het koninklijk besluit van 20 december 2019 houdende de toekenning aan de gemeente of aan de meergemeentepolitiezone van een federale dotatie inzake de kosten voor het jaar 2019 ten gevolge van de implementatie van het sectoraal akkoord van 13 september 2018.

	Zone de police — Politiezone	MONTANT en euro — BEDRAG in euro
5267	Genappe / Nivelles	14 311,39
5268	Braine-Le-Château / Ittre / Rebecq / Tubize	9 955,75
5269	La Hulpe / Lasne / Rixensart	15 555,86
5270	Chastre / Court-Saint-Etienne / Mont-Saint-Guibert / Villers-La-Ville / Walhain	8 711,28
5271	Wavre	9 955,75
5272	Beauvechain / Chaumont-Gistoux / Grez-Doiceau / Incourt	6 222,34
5273	Braine-l'Alleud	11 200,22
5274	Waterloo	9 955,75
5275	Ottignies-Louvain-La-Neuve	12 444,69
5276	Hélécine / Jodoigne / Orp-Jauche / Perwez / Ramillies	18 044,80
5277	Liège	190 403,76
5278	Neupré / Seraing	38 578,53
5279	Herstal	14 311,39
5280	Beyne-Heusay / Fléron / Soumagne	17 422,56
5281	Bassenge / Blégny / Dalhem / Juprelle / Oupeye / Visé	29 245,02
5282	Flémalle	16 178,09
5283	Aywaille / Chaudfontaine / Esneux / Sprimont / Trooz	29 245,02
5284	Ans / Saint-Nicolas	16 178,09
5285	Awans / Grâce-Hollogne	12 444,69
5286	Berloz / Crisnée / Donceel / Faimés / Fexhe-le-Haut-Clocher / Geer / Oreye / Remicourt / Waremme	20 533,73
5287	Jalhay / Spa / Theux	19 289,26
5288	Aubel / Baelen / Herve / Limbourg / Olne / Plombières / Thimister-Clermont / Welkenraedt	21 778,20
5289	Dison / Pepinster / Verviers	39 823,00
5290	Lierneux / Malmédy / Stavelot / Stoumont / Trois-Ponts / Waimes	16 178,09
5291	Amblève / Büllingen (Bullange) / Bütgenbach (Butgenbach) / Burg-Reuland / Sankt Vith (Saint-Vith)	10 577,98
5292	Eupen / Kelmis (La Calamine) / Lontzen / Raeren	16 178,09
5293	Braives / Burdinne / Hannut / Héron / Lincent / Wasseiges	13 066,92
5294	Amay / Engis / Saint-Georges-Sur-Meuse / Verlaine / Villers-Le-Bouillet / Wanze	19 289,26
5295	Huy	20 533,73
5296	Anthisnes / Clavier / Comblain-Au-Pont / Ferrières / Hamoir / Marchin / Modave / Nandrin / Ouffet / Tinlot	12 444,69

	Zone de police — Politiezone	MONTANT en euro — BEDRAG in euro
5297	Arlon / Attert / Habay / Martelange	9 333,51
5298	Aubange / Messancy / Musson / Saint-Léger	8 089,04
5299	Chiny / Etalle / Florenville / Meix-Devant-Virton / Rouvroy / Tintigny / Virton	8 089,04
5300	Durbuy / Erezée / Gouvy / Hotton / Houffalize / La Roche-en-Ardenne / Manhay / Marche-en-Famenne / Nassogne / Rendeux / Tenneville / Vielsalm	38 578,53
5301	Bastogne / Bertogne / Fauvillers / Léglise / Libramont-Chevigny / Neufchâteau / Sainte-Ode / Vaux-Sur-Sûre	18 667,03
5302	Bertrix / Bouillon / Daverdisse / Herbeumont / Libin / Paliseul / Saint-Hubert / Tellin / Wellin	16 178,09
5303	Namur	74 668,14
5304	Eghezée / Gembloux / La Bruyère	9 333,51
5305	Andenne / Assesse / Fernelmont / Gesves / Ohey	21 155,97
5306	Floreffe / Fosse-La-Ville / Mettet / Profondeville	16 178,09
5307	Sambreville / Sombreffe	16 800,33
5308	Jemeppe-Sur-Sambre	8 711,28
5309	Florennes / Walcourt	7 466,81
5310	Beauraing / Bièvre / Gedinne / Vresse-Sur-Semois	11 200,22
5311	Couvin / Viroinval	14 311,39
5312	Anhée / Dinant / Hastière / Onhaye / Yvoir	23 022,67
5313	Houyet / Rochefort	12 444,69
5314	Ciney / Hamois / Havelange / Somme-Leuze	14 933,62
5315	Cerfontaine / Doische / Philippeville	12 444,69
5316	Antoing / Brunehaut / Rumes / Tournai	42 311,94
5317	Mouscron	19 289,26
5318	Comines-Warneton	6 222,34
5319	Beloil / Leuze-en-Hainaut	8 711,28
5320	Celles / Estaimpuis / Mont-de-l'Enclus / Pecq	7 466,81
5321	Bernissart / Péruwelz	8 711,28
5322	Ath	8 089,04
5323	Ellezelles / Flobecq / Frasnes-Lez-Anvaing / Lessines	11 822,45
5324	Mons / Quévy	41 067,47
5325	La Louvière	20 533,73
5326	Brugelette / Chièvres / Enghien / Jurbise / Lens / Silly	16 800,33
5327	Boussu / Colfontaine / Frameries / Quaregnon / Saint-Ghislain	23 022,67
5328	Braine-Le-Comte / Ecaussinnes / Le Roeulx / Soignies	18 667,03
5329	Dour / Hensies / Honnelles / Quiévrain	13 066,92
5330	Charleroi	123 202,43
5331	Aiseau-Presles / Châtelet / Farciennes	15 555,86
5332	Anderlues / Binche	13 066,92
5333	Erquennes / Estinnes / Lobbes / Merbes-Le-Château	10 577,98
5334	Beaumont / Chimay / Froidchapelle / Momignies / Sivry-Rance	9 333,51
5335	Chapelle-Lez-Herlaimont / Manage / Morlanwelz / Seneffe	16 178,09
5336	Courcelles / Fontaine l'Évêque	17 422,56
5337	Fleurus / Les Bons Villers / Pont-à-Celles	16 178,09
5338	Gerpinnes / Ham-Sur-Heure-Nalines / Montigny-Le-Tilleul / Thuin	11 822,45
5339	Brussel / Elsene Bruxelles / Ixelles	303 650,44
5340	Ganshoren / Jette / Koekelberg / Sint-Agatha-Berchem / Sint-Jans-Molenbeek Ganshoren / Jette / Koekelberg / Berchem-Sainte-Agathe / Molenbeek-Saint-Jean	67 823,56

	Zone de police — Politiezone	MONTANT en euro — BEDRAG in euro
5341	Anderlecht / Sint-Gillis / Vorst Anderlecht / Sint-Gilles / Forest	79 646,01
5342	Oudergem / Ukkel / Watermaal-Bosvoorde Auderghem / Uccle / Watermael-Boitsfort	54 134,40
5343	Etterbeek / Sint-Lambrechts-Woluwe / Sint-Pieters-Woluwe Etterbeek / Woluwe-Saint-Lambert / Woluwe-Saint-Pierre	56 623,34
5344	Evere / Schaarbeek / Sint-Joost-Ten-Node Evere / Schaerbeek / Saint-Josse-Ten-Noode	104 535,39
5345	Antwerpen	331 028,76
5346	Zwijndrecht	6 222,34
5347	Boom / Hemiksem / Niel / Rumst / Schelle	11 822,45
5348	Kapellen / Stabroek	15 555,86
5349	Aartselaar / Edegem / Hove / Kontich / Lint	18 044,80
5350	Essen / Kalmthout / Wuustwezel	9 955,75
5351	Boechout / Borsbeek / Mortsel / Wijnegem / Wommelgem	15 555,86
5352	Brasschaat	12 444,69
5353	Schoten	6 844,57
5354	Ranst / Zandhoven	13 066,92
5355	Brecht / Malle / Schilde / Zoersel	21 778,20
5356	Bornem / Puurs-Sint-Amands	13 066,92
5359	Bonheiden / Duffel / Putte / Sint-Katelijne-Waver	23 644,91
5360	Lier	18 667,03
5361	Berlaar / Nijlen	6 844,57
5362	Heist-op-den-Berg	10 577,98
5363	Hoogstraten / Merksplas / Rijkevorsel	15 555,86
5364	Baarle-Hertog / Beerse / Kasterlee / Lille / Oud-Turnhout / Turnhout / Vosselaar	49 156,52
5365	Herselt / Hulshout / Westerlo	10 577,98
5366	Geel / Laakdal / Meerhout	23 022,67
5367	Arendonk / Ravels / Retie	9 333,51
5368	Balen / Dessel / Mol	23 644,91
5369	Grobbendonk / Herentals / Herenthout / Olen / Vorselaar	31 733,96
5371	Lommel	13 689,15
5372	Hamont-Achel / Pelt	13 689,15
5373	Beringen / Ham / Tessenderlo	21 778,20
5375	Heusden-Zolder	13 689,15
5376	Gingelom / Nieuwerkerken / Sint-Truiden	19 911,50
5377	Hechtel-Eksel / Leopoldsburg / Peer	12 444,69
5379	Alken / Borgloon / Heers / Kortesseem / Wellen	8 089,04
5380	Herstappe / Tongeren	11 822,45
5381	Bilzen / Hoeselt / Riemst	13 689,15
5382	Voeren	4 355,64
5383	Dilsen-Stokkem / Maaseik	19 289,26
5388	Leuven	41 689,71
5389	Bekkevoort / Geetbets / Glabbeek / Kortenaeken / Tielt-Winge	14 311,39
5391	Bierbeek / Boutersem / Holsbeek / Lubbeek	10 577,98
5393	Herent / Kortenberg	4 977,87
5394	Aarschot	10 577,98
5395	Boortmeerbeek / Haacht / Keerbergen	9 333,51
5396	Diest / Scherpenheuvel-Zichem	23 022,67
5399	Begijnendijk / Rotselaar / Tremelo	10 577,98

	Zone de police — Politiezone	MONTANT en euro — BEDRAG in euro
5400	Zaventem	6 222,34
5401	Kraainem / Wezembeek-Oppem	6 222,34
5402	Hoeilaart / Overijse	6 222,34
5403	Drogenbos / Linkebeek / Sint-Genesius-Rode	10 577,98
5405	Bever / Galmaarden / Gooik / Herne / Lennik / Pepingen	16 178,09
5406	Dilbeek	6 844,57
5407	Affligem / Liedekerke / Roosdaal / Ternat	15 555,86
5408	Asse / Merchtem / Opwijk / Wemmel	18 667,03
5409	Kapelle-op-den-Bos / Londerzeel / Meise	17 422,56
5410	Grimbergen	8 089,04
5411	Machelen / Vilvoorde	9 955,75
5412	Kampenhout / Steenokkerzeel / Zemst	6 844,57
5415	Gent	146 225,11
5416	Lochristi / Moerbeke / Wachtebeke / Zelzate	9 955,75
5417	Eeklo / Kaprijke / Sint-Laureins	9 333,51
5418	Destelbergen / Melle / Merelbeke / Oosterzele	15 555,86
5419	De Pinte / Gavere / Nazareth / Sint-Martens-Latem	6 844,57
5421	Assenede / Evergem	9 955,75
5423	Aalter	8 089,04
5424	Maldegem	6 844,57
5425	Kluisbergen / Kruisem / Oudenaarde / Wortegem-Petegem	18 667,03
5426	Brakel / Horebeke / Maarkedal / Zwalm	12 444,69
5427	Ronse	14 311,39
5428	Geraardsbergen / Lierde	11 200,22
5429	Herzele / Sint-Lievens-Houtem / Zottegem	19 289,26
5432	Sint-Niklaas	29 867,25
5433	Kruibeke / Temse	10 577,98
5434	Lokeren	14 933,62
5435	Hamme / Waasmunster	14 933,62
5436	Berlare / Zele	11 200,22
5437	Buggenhout / Lebbeke	9 333,51
5438	Laarne / Wetteren / Wichelen	8 089,04
5439	Denderleeuw / Haaltert	6 844,57
5440	Aalst	41 689,71
5441	Erpe-Mere / Lede	13 066,92
5442	Ninove	12 444,69
5443	Dendermonde	16 178,09
5444	Brugge	65 956,85
5445	Blankenberge / Zuienkerke	14 311,39
5446	Damme / Knokke-Heist	26 756,08
5447	Beernem / Oostkamp / Zedelgem	12 444,69
5448	Ardoos / Lichtervelde / Pittem / Ruiselede / Tielt / Wingene	20 533,73
5449	Oostende	49 778,76
5450	Bredene / De Haan	9 955,75
5451	Middelkerke	6 844,57
5452	Gistel / Ichtegem / Jabbeke / Oudenburg / Torhout	18 044,80
5453	Hooglede / Izegem / Roeselare	31 111,72
5454	Dentergem / Ingelmunster / Meulebeke / Oostrozebeke / Wielsbeke	8 711,28
5455	Ledegem / Menen / Wevelgem	31 111,72

	Zone de police — Politiezone	MONTANT en euro — BEDRAG in euro
5456	Kortrijk / Kuurne / Lendeledede	31 111,72
5457	Anzegem / Avelgem / Spiere-Helkijn / Waregem / Zwevegem	26 133,84
5458	Deerlijk / Harelbeke	7 466,81
5459	Alveringem / Lo-Reninge / Veurne	10 577,98
5460	Diksmuide / Houthulst / Koekelare / Kortemark	11 822,45
5461	De Panne / Koksijde / Nieuwpoort	34 222,89
5462	Heuvelland / Ieper / Langemark-Poelkapelle / Mesen / Moorslede / Poperinge / Staden / Vleteren / Wervik / Zonnebeke	44 800,88
5853	Lanaken / Maasmechelen	23 644,91
5904	Beveren / Sint-Gillis-Waas / Stekene	26 133,84
5905	Beersel / Halle / Sint-Pieters-Leeuw	22 400,44
5906	Mechelen / Willebroek	28 622,78
5907	Hasselt / Zonhoven / Diepenbeek / Halen / Herk-de-Stad / Lummen	64 090,15
5908	Bertem / Huldenberg / Oud-Heverlee / Tervuren	10 577,98
5909	Genk / Zutendaal / As / Oudsbergen / Houthalen-Helchteren / Bocholt / Bree / Kinrooi	59 734,51
5910	Landen / Linter / Zoutleeuw / Hoegaarden / Tienen	23 022,67
5911	Deinze / Zulte / Lievegem	20 533,73
	TOTAL – TOTAAL	4 499 999,01

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 20 décembre 2019 portant attribution à la commune ou à la zone de police pluricommunale d'une dotation fédérale relative aux coûts pour l'année 2019 engendrés par la mise en œuvre de l'accord sectoriel du 13 septembre 2018.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 2019

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
P. DE CREM

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 20 december 2019 houdende de toekenning aan de gemeente of aan de meergemeentepolitiezone van een federale dotatie inzake de kosten voor het jaar 2019 ten gevolge van de implementatie van het sectoraal akkoord van 13 september 2018.

Gegeven te Brussel, 20 december 2019

PHILIPPE

Par le Roi :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
P. DE CREM

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

[C – 2019/15823]

11 DECEMBRE 2019. — Arrêté royal fixant les modalités de manipulation et stockage des poliovirus de type 2

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108 ;

Vu la loi du 7 avril 2019 portant des dispositions diverse en matière de spécialités pharmaceutiques, garde des pharmaciens et des mesures prophylactiques en matière de poliomyélite, les articles 8, 9 et 10, alinéa 2 ;

Vu la loi du 20 juillet 2006 relative à la création et au fonctionnement de l'Agence fédérale des Médicaments et des Produits de santé, l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et alinéa 3, 4^o, modifié par la loi du 22 décembre 2008, l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 11 août 2017, et l'article 14/16, inséré par la loi du 11 mars 2018;

Vu l'avis de l'inspecteur de Finances, donnée le 25 février 2019 ;

Vu l'avis 66.387/1/V du Conseil d'État, donné le 29 août 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté royal du 26 octobre 1966 rendant obligatoire la vaccination antipoliomyélique tel qu'amendé par les arrêtés royaux des 2 avril 1968 et 22 septembre 2000;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

[C – 2019/15823]

11 DECEMBER 2019. — Koninklijk besluit betreffende de modaliteiten inzake het manipuleren en bewaren van poliovirussen van type 2

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 7 april 2019 houdende diverse bepalingen betreffende farmaceutische specialiteiten, wachtdienst van apothekers en profylactische maatregelen inzake poliomyelitis, de artikelen 8, 9 en 10, tweede lid ;

Gelet op de wet van 20 juli 2006 betreffende de oprichting en de werking van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten, artikel 4, § 1, eerste lid, en derde lid, 4^o, gewijzigd bij de wet van 22 december 2008, artikel 7, § 1, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 11 augustus 2017, en artikel 14/16, ingevoegd bij de wet van 11 maart 2018;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 25 februari 2019;

Gelet op advies 66.387/1/V van de Raad van State, gegeven op 29 augustus 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het koninklijk besluit van 26 oktober 1966 waarbij de inenting tegen poliomyelitis verplicht gesteld wordt, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 april 1968 en 22 september 2000;